



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 07-2025-12-08-00003

EN DATE DU 8/12/2025

**DE MISE EN DEMEURE, DE MESURES CONSERVATOIRES ET DE SUSPENSION
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.171-7 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**de la société LABORATOIRE OXENA, dont le siège social est situé 128 avenue de Chateau Fleury 26100
Romans-sur-Isère, visant à régulariser la situation administrative des activités de stockage d'hypochlorite
de sodium exploitées Chemin de Chauvière – 07400 ROCHEMAURE.**

Le Préfet de l'Ardèche,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'article L. 511-1 du code de l'environnement qui dispose :

« Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.[...] »

VU le décret NOR : INTP2520377D du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Benoît TREVISANI en qualité de préfet de l'Ardèche ;

VU le décret NOR : IOMA2420244D du 2 août 2024 portant nomination de M John BENMUSSA, secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, sous-préfet de Privas ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2025-11-04-00005 du 4 novembre 2025 portant délégation de signature à M. John BENMUSSA, secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par remise en main propre en date du 27 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 26 novembre 2025, remis en main propre le 27 novembre 2025, informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la suspension d'activité et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique en date du 26 novembre, 4 et 5 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 20 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les stockages d'hypochlorite de sodium présents relèvent a minima du classement suivant : Rubrique 4741-1 : régime de l'autorisation SEVESO seuil haut par dépassement direct du seuil pour une quantité d'hypochlorite de sodium à moins de 5 % de chlore actif évaluée à 513 t ;
- Le site ne fait à ce jour l'objet ni d'une déclaration ni d'une autorisation. Le site est donc en défaut d'autorisation SEVESO seuil haut au titre de la rubrique 4741-1 de la nomenclature des ICPE et fait donc l'objet d'une exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sans l'autorisation requise.

CONSIDÉRANT que la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique suivante, dispose :

« 4741 : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].

La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 200 t (Autorisation) [...]

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t »

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société LABORATOIRE OXENA de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que l'hypochlorite de sodium est une substance très toxique pour les organismes aquatiques ;

CONSIDÉRANT que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 20 novembre 2025 qui relève du régime de l'autorisation est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 20 novembre 2025, l'inspection a constaté que ces stockages d'hypochlorite de sodium sont exploités sans rétention ni rétention des eaux d'incendie et à proximité de produits acides pouvant générer des gaz toxiques en cas de mélange (hypochlorite de sodium incompatible avec les acides) ;

CONSIDÉRANT que ces conditions de fonctionnement, notamment l'absence de rétention, peuvent occasionner en cas d'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;

CONSIDÉRANT la présence d'un ruisseau en aval hydraulique du stockage à environ 50 m et du fleuve Rhône à environ 550 m ;

CONSIDÉRANT que l'absence de rétention des eaux d'incendie peut occasionner en cas d'incendie l'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique, une diffusion dans les cours d'eau proches et occasionner une pollution ;

CONSIDÉRANT qu'un stockage d'hypochlorite de sodium pris dans un incendie peut générer des fumées toxiques sur des distances significatives ;

CONSIDÉRANT la présence de matières combustibles à proximité des stockages et des emballages combustibles autour des produits stockés ;

CONSIDÉRANT la présence de produits chimiquement incompatibles à proximité les uns des autres et susceptibles de dégager des gaz toxiques en cas de mélange ;

CONSIDÉRANT la présence de points de charge d'accumulateurs à proximité immédiate des stockages ;

CONSIDÉRANT les risques de départ de feu liés à la charge d'accumulateurs ;

CONSIDÉRANT la présence d'habitations à l'est et au sud, dont la première est située à 20 m des bords de l'entrepôt, et de la voie ferrée située à 20 m à l'ouest de l'entrepôt ;

CONSIDÉRANT la présence de la route nationale RN 102 à 100 m au nord et la route départementale RD 86 à 240 m à l'est de l'entrepôt ;

CONSIDÉRANT que l'établissement relève du classement SEVESO seuil haut par dépassement direct et que conformément à l'article L.515-36 les installations classées SEVESO seuil haut sont celles dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le fonctionnement de l'installation sans autorisation est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-7 dispose que la mise en demeure « *peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent* » ;

CONSIDÉRANT qu'aucun motif d'intérêt général ou de préservation des intérêts protégés n'est de nature à laisser persister l'exploitation sans titre de l'installation ;

CONSIDÉRANT que les risques de pollution et les risques de fumées toxiques, en cas d'incendie, considérés ci-avant sans encadrement nuit à la protection de la faune et de flore et du voisinage ;

CONSIDÉRANT que les analyses transmises par courriel du 04 novembre 2025, en l'absence de traçabilité de l'échantillonnage et de traçabilité des analyses, ne peuvent être prises en compte pour prouver le faible teneur en chlore actif dans les produits de litige « berlingots de Javel » stockés en GRV tel que mentionné dans le courriel transmis à cette même date ;

CONSIDÉRANT que, en tout état de cause, cinq analyses ne sont pas de nature à être représentatives de l'ensemble des 379 GRV contenant des berlingots fuyards d'hypochlorite de sodium identifiés lors de la visite du 20 novembre 2025 par l'inspection ;

CONSIDÉRANT qu'aucun élément apporté lors du contradictoire ne permet de déclasser le stockage identifié lors de l'inspection du 20 novembre 2025 et ne prouve l'absence de défaut d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que lors du contradictoire, aucun élément modifiant les éléments considérés précédemment n'a été apporté ;

CONSIDÉRANT que, dès lors, il y a lieu de prononcer la suspension de l'activité de stockage d'hypochlorite de sodium ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-7 dispose que « l'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure » ;

CONSIDÉRANT que des mesures conservatoires doivent être mises en place afin de garantir la mise en sécurité du site, du fait que l'absence de rétention de l'hypochlorite de sodium et des eaux d'incendie fait courir un risque pour l'environnement et que la présence du stockage à proximité immédiate des habitations fait courir un risque pour le voisinage en cas d'incendie ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

Article 1

La société LABORATOIRE OXENA, dont le siège social est situé 128 avenue de Chateau Fleury – 26100 Romans-Sur-Isère, exploitant un entrepôt de stockage de produits dangereux sise chemin de Chauvière sur la commune de ROCHEMAURE (07400), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation conformément à l'article R.181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état, prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 15 jours, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois. L'exploitant fournit dans un délai d'un mois les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective sous un mois et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2

Le fonctionnement de l'installation exploitée par la société LABORATOIRE OXENA, sise Chemin de Chauvière 07400 ROCHEMAURE, est suspendu à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'à ce qu'il ait été statué :

- sur la demande de régularisation mentionnée à l'article 1 ci-dessus ;
- ou sur les modalités de cessation d'activité au vu du dossier mentionné à l'article 1 ci-dessus, à compter de la date de notification du présent arrêté ;

La suspension d'activité consiste en l'évacuation des déchets et produits dangereux dans des quantités inférieures aux seuils de déclaration.

Conformément à l'article L.171-9 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 3

Dans l'attente de l'évacuation des déchets et produits dangereux contenus dans l'entrepôt sise Chemin de Chauvière 07400 ROCHEMAURE, l'exploitant met en place les dispositions suivantes :

- un gardiennage avec présence humaine permanente est assuré 24 heures/24, 7 jours/7 ;
- le courant électrique est coupé en l'absence de présence humaine ;
- les opérations de charge d'accumulateurs sont effectuées à l'extérieur de l'entrepôt de stockage de produits dangereux pour prévenir la propagation d'un départ de feu ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque est mise en place, notamment l'interdiction de fumer dans sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé.

La société LABORATOIRE OXENA prend toutes les mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. A minima, en l'absence de rétention, les petits contenants de produits incompatibles sont éloignés entre eux d'au moins 10 m.

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Les éléments justifiant de cette évacuation vers des installations autorisées sont transmis à l'inspection le jour de l'évacuation.

Article 4

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 5

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2 et 3, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 6

En application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de LYON par courrier ou via le site internet <https://www.telerecours.fr/> : dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Article 7

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de ROCHEMAURE et tenue à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département [nom du département] pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de ROCHEMAURE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Privas, le 8 décembre 2025

Le préfet,



Benoît TRÉVISANI